



FuturWest

le futur est notre passion

*le futur est notre passion
le futur est notre passion
notre passion
passion*



Sommaire

Envoi : Décroissance ou Démission ?	02
Cogito : Les ports bretons et la Bretagne - Après 2020, le déluge ?	03
Du côté des futurs possibles : Sélections, bibliographie, Web	07
Nouvelles du Groupe Futurovest	25

Plusieurs textes de réflexion de fond sont en préparation dans l'entourage du **Groupe Futurovest**, notamment via son Institut de Recherches Prospectives. Les lecteurs habituels de la revue **FuturWest** ont pu se rendre compte que nous accueillons dans nos colonnes des points de vue très divers, y compris sur des sujets ou des concepts avec lesquels nous ne sommes pas forcément d'accord.

Le pluralisme et les vrais débats sont bienvenus.

Si vous êtes intéressé(e) par une proposition d'article, contactez-nous. contact@futurovest.com

La revue futurWest est une publication du Groupe FUTUROVEST

*Éditée par la Sarl de Presse futurWest
au capital de 535€ - SIRET : 430 184 259 00017*

3 Boulevard Cosmao Dumanoir 56100 Lorient

Tél. 33 (0)2 97 64 53 77 - Fax 33 (0)2 97 64 43 71

Direction de la Publication : liam.fauchard@futurovest.com

conception graphique : www.leschahuteurs.com

ISSN 1633 - 1060 / Dépôt légal : Deuxième trimestre 2007

DECROISSANCE OU DEMISSION ?

Après examen dans différentes publications de différents Pays, il semble bien que la France soit le seul espace où l'on s'empoigne sur des variations sémantiques entre « croissance » et « développement », surtout quand celui-ci est censé être durable. Mais ne l'était-il pas avant pour que l'espèce humaine ait pu croître et multiplier à ce point ?

Je propose donc de forger le terme de « Dévelossance » pour mettre tout le monde d'accord.

Quant au concept de « décroissance », ses adeptes ont-ils bien mesuré les portées de leurs (faux) espoirs.

Dans « Développement Durable », il y a d'abord développement, et donc, maintenant « Dévelossance ». Et le premier pilier exprimé dans le rapport Brundtland (1987) et la déclaration finale de Rio (1992) s'appelle bien « économie » et invite à continuer à produire des richesses pour améliorer le bien être des populations présentes et futures.

Or, les dernières projections de l'ONU portent sur 9 milliards de Terriens à l'horizon des années 2050. C'est dire qu'il faudra bien encore continuer à « produire » si l'on veut satisfaire les besoins alimentaires, de santé, d'équipements, d'éducation ...etc

L'intelligence est cependant bien de se positionner pour produire plus astucieusement, avec moins de polluants, moins de gaspillage, plus de partage ... évidemment. Néanmoins, tout cela ne pourra se faire qu'en recherchant des progrès de productivité : « Même si le souci du long terme l'emporte, tous les mécanismes économiques seront plus ou moins concernés. Ils ne sont pas concevables sans de permanentes avancées scientifiques et techniques, sans effort d'organisation ... » [1]

Deux illustrations de la continuité des efforts nécessaires en développement.

La pile jetable en papier est née. Elle a été conçue par la firme finlandaise Enfucell ; et contrairement aux piles traditionnelles, celle-ci peut être jetée dans une poubelle ordinaire et brûlée sans risques. Outil fantastique pour alimenter de petits moteurs électriques [2]

Une équipe internationale de biologistes annonce avoir identifié deux familles d'enzymes qui permettraient de transformer des globules rouges sanguins des groupes A, B et AB en globules rouges identiques à ceux venant du sang des donneurs O (donneurs universels). Cette découverte aura des effets positifs énormes sur les possibilités de transfusions sanguines, notamment dans les Pays pauvres où les équipements sanitaires sont encore insuffisants. [3]

Ces deux découvertes – fort utiles pour le Développement Durable - n'ont pu se faire qu'au prix d'investissements physiques et immatériels coûteux générés par ... la croissance économique. Mais comme je propose qu'on la rebaptise « Dévelossance », ce sera acceptable par tous ... et surtout par ceux qui vont bénéficier de ces progrès, et ils sont quelques milliards sur notre belle planète Terre.

Liam FAUCHARD

[1] = Michel Drancourt, *Futuribles*, Avril 2007

[2] = *Sciences & Vie*, Avril 2007

[3] = *Nature Biotechnology*, Avril 2007

La Bretagne est la région française la plus au contact avec la mer. Aucun site à l'intérieur des terres ne se trouve en effet à plus de 100 km des côtes maritimes de l'Océan Atlantique ou de la Manche, le long d'une voie maritime parmi les plus fréquentées au monde.

Ce sont de la sorte, deux économies qui se côtoient : l'économie internationale et maritime d'une part et l'économie française et plus spécialement bretonne d'autre part ; mais qui se rencontrent peu si l'on considère l'importance limitée des ports maritimes bretons.

En effet la Bretagne ne semble pas tirer pleinement profit de cette position stratégique, alors que c'est un avantage, comparé à d'autres régions moins bien situées mais dont la vitalité économique est plus forte. On parlera donc de la valorisation insuffisante en Bretagne de l'interface terre/mer.

Cette interface mérite pourtant toute l'attention car elle est source de prospérité pour l'arrière pays terrestre si l'on retient comme exemples les ports du nord européen ou de Catalogne.

Une telle interface mêle dans un espace plus ou moins spécialisé activités commerciales et financières, logistique (transport maritime et terrestre), services à la marchandise (courtage, assurance, préservation, etc.), industries, stockage en transit ou de plus longue durée.

C'est à son niveau que se réalise la *transformation* de la marchandise qui passe d'un statut international à un statut français ou européen et inversement.

Cette transformation nécessite des services bancaires, des services douaniers, des intermédiaires financiers, des courtiers agréés en douanes et reconnus par le monde maritime, des transitaires puissants et bien implantés

C'est également à ce niveau qu'interviennent les confrontations réglementaires, vétérinaires (PIF), de traçabilité, de qualité, de conformité, monétaires (risques de change, évolutions des cours des marchandises et des taux de fret) etc.

En un mot c'est, sans être excessif, sur cette interface que se confrontent les économies et donc la compétitivité des productions nationales et européennes à l'économie mondiale. Une place portuaire faible dans les domaines de la puissance commerciale, de l'accueil des navires, de la productivité des escales, etc. ne permettra pas ou difficilement une bonne défense des agents économiques de l'arrière pays terrestre.

La Bretagne, très gâtée, dispose dans son espace proprement régional de 16 ports ouverts au trafic commercial dont quatre sont d'intérêt national : Saint-Malo, Brest, Concarneau et Lorient. S'y rattache le port autonome de Nantes-Saint Nazaire, très concerné par les trafics générés par les départements bretons. Les ports autonomes du Havre et de Rouen captent également des trafics bretons importants comme à moindre titre les ports belges et néerlandais de Gand, Anvers, Rotterdam et Amsterdam.

Le trafic total des ports de la région Bretagne en 2002 atteignait 8,7 Mt et 8,3 MT en 2000. Ce trafic est donc en légère croissance pendant la période suivant un rythme annuel de 2,4%. Il se concentre pour 83% sur les ports de Saint-Malo, Brest et Lorient en 2002 comme en 2000. Ces trois ports sont en cours de transfert à l'autorité régionale. Si le premier de ces ports est spécialisé dans les trafics d'engrais et de bois, les deux autres le sont dans l'importation de matières premières agricoles (MPA) destinées notamment à la fabrication des aliments du bétail.

En 2005, suivant les autorités portuaires et la chambre régionale d'agriculture, le trafic total à l'importation de MPA des ports bretons a été de 1,7 MT dont 45,3% soit 0,76 MT à Lorient et 42,9% soit 0,72 MT à Brest, le solde transitant par les ports notamment du Légué et de Tréguier en provenance en éclatement du Havre ou des ports de la mer du Nord.

LES PORTS BRETONS ET LA BRETAGNE

suite

Pendant la même période de l'année 2005 le trafic import du port de Montoir en MPA a été de 2,2 MT dont une part importante est destinée au Morbihan, aux côtes d'Armor et surtout à l'Ille et Vilaine.

Ces trafics d'importations sont à rapprocher d'une production bretonne d'aliments composés pour animaux de 8,98 MT en 2005 et de 9,17 MT en 2004 (selon le SNIA et Agreste) soit une régression de 2,1% d'une année sur l'autre. Cette production bretonne représente 40,8% de la production française en 2005 et 41,1% en 2004. La part de la Bretagne a donc régressé en 2005 ce qui en première analyse traduit au niveau national une perte de compétitivité alors que les ports bretons y compris Montoir sont déjà pénalisés de 15\$ la tonne par rapport à Rotterdam ou Amsterdam.

Dans leur créneau de spécialisation ces ports sont pourtant en France, de première importance : Brest est le premier port français pour l'importation de graines de soja, liée notamment à l'usine portuaire de trituration, et pour l'exportation de viandes notamment de volailles.

Les activités de ces trois ports sont très dépendantes de l'agriculture, les engrais à Saint Malo et les MPA pour Lorient et Brest. L'adaptation constante des ports maritimes et des places portuaires aux évolutions des règles européennes (PAC) et multilatérales (OMC) et à la stratégie des entreprises bretonnes, qui comptent, dans leur spécialité, parmi les plus grandes entreprises françaises, à l'évolution du "commerce maritime" mondial est indispensable pour conserver et améliorer la compétitivité de la Bretagne par rapport à d'autres pays du continent européen ou à des pays émergents comme le Brésil.

Les ports sont un des éléments majeurs de cette compétitivité. Une pénalisation supplémentaire des ports bretons de 3\$ en fret maritime en 2005 aurait représenté pour les MPA 5,1 M\$ de charge supplémentaire difficile à supporter par les entreprises qui alors disparaissent (Soulés CAF de Brest) ou se délocalisent (Doux au Brésil). C'est pourquoi une approche portuaire stratégique d'ensemble, au moins au niveau régional, est nécessaire pour assurer une cohérence en Bretagne mais aussi avec les acteurs de l'extérieur (agricoles, maritimes, etc.).

Cette approche doit permettre de préciser les actions à entreprendre pour conforter la puissance commerciale, y compris la réactivité, de la place portuaire et les investissements portuaires nécessaires pour "coller" aux évolutions du "commerce mondial" : flotte affectée, productivité des escales, services aux navires, capacité de la place portuaire à rassembler ou dispatcher des tonnages d'escales convenant aux exigences du commerce mondial.

Michel LUSSIER, Consultant

APRÈS 2020 LE DÉLUGE ?

Avant de démarrer un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), nouvelle appellation des antiques Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU), il faut regarder loin. En 1970, avec un horizon situé volontairement en un autre siècle, les promoteurs des SDAU engageaient les élus locaux à rouler pleins phares. L'interrogation sur l'année 2010 devait précéder la vision à quinze ans. 2010 devait précéder 1985. Aujourd'hui, il faut se contenter du plus proche horizon. Ainsi, dans le projet de SCOT du pays de Rennes, on ignore royalement ce qui arrivera si après avoir atteint 540.000 habitants en 2020, la croissance devait se poursuivre au même rythme de 10.000 habitants supplémentaires chaque année. Phares éteints, codes réglés au plus près, nous scotomisons le futur.

Si encore on gagnait en extension spatiale ce que l'on perd en profondeur temporelle, mais il n'y eut avant d'engager des travaux dans le pays de Rennes ni cadrage national ni cadrage régional. Limité pour l'essentiel à Rennes métropole, le périmètre du pays de Rennes est ridiculement étriqué si on le compare à ceux jadis proposés par le CELIB ou l'INSEE. Seules évocations touchant le reste du monde, l'arrivée de personnes d'origine étrangère et un risque de désertification en Mayenne ou en Morbihan évoqué page 9 du bilan de la concertation. En fait, le risque serait plutôt de voir les campagnes de ces départements se couvrir de résidences secondaires.

Nos concitoyens, révèle ce même bilan page 7, rêvent d'une maison « grande, non mitoyenne, de plain-pied et avec un jardin » Pour eux « l'appartement est perçu comme un mode d'habiter transitoire, et la maison en lotissement un compromis entre appartement et maison individuelle ». Il aurait fallu en tirer les conséquences et en particulier étudier si les choix rennais n'encourageaient pas la double résidence. Il aurait fallu vraiment prendre en compte « les évolutions sociétales telles que les 35 heures ou le travail à domicile » évoquées page 9. Rappelons-le : ce fut dans un contexte d'accroissement prévisible des temps de loisirs, sur la base d'une semaine de 30 heures, que s'éveillât en Bretagne l'idée de « pays » en 1967.

Hésitant à élargir leurs horizons aussi bien géographiques que temporels, les élus rennais veulent avec raison épargner les sols les plus riches en densifiant l'habitat, mais ce faisant ils poussent à rêver d'une seconde résidence hors de leur trop petit périmètre. Les terres pauvres qui bordent à l'ouest Rennes métropoles et échappent au SCOT devraient lui être intégrées.

Les Rennais parlent avec raison d'archipel urbain. L'homme a besoin du contraste du jour et de la nuit, du bâti et du non bâti. Mais cet archipel doit être étendu et enrichi. L'Insee a jadis mené des travaux sur la dimension optimale des communes périurbaines, travaux qu'il eût fallu remettre sur l'établi. En 1970, le groupe d'études et de programmation du ministère de l'équipement envisageait autour de Rennes de nouveaux noyaux de peuplement.

APRÈS 2020 LE DÉLUGE ? suite

Leur émergence est encore plus désirable aujourd'hui. Seul indice heureux : Rennes métropole dans son avis du 19 avril se soucie des « secteurs susceptibles, après analyse plus fine, de recevoir à long terme une urbanisation ». Ce souci apparemment n'a pas été repris dans le projet de SCOT. Pour répondre à la crise des banlieues des régions les plus riches, celles où les salaires sont les plus élevés, l'on s'apprête à y créer aux frais de la nation de véritables villes nouvelles. Ne pourrait-on dans nos régions financer la création de nouveaux bourgs ou de nouveaux villages ?

Quand croissait la population au Moyen Age, l'on n'hésitait pas à créer de nouvelles paroisses entre les anciennes. Aujourd'hui, il ne faut pas hésiter à créer de nouvelles communes. Habitat dense et circulation douce prônés dans le projet de SCOT rennais seraient mieux vécus dans des communes de 1000, 2000, 5000 habitants maximum.

Loeiz LAURENT

Maison individuelle pour tous ?

Depuis plusieurs décennies, il est de bon ton chez les "urbanistes" de fustiger l'envie des ménages français d'avoir un chez soi sous forme de maison individuelle avec jardin. Dans l'idéologie dominante de l'urbanisation, le politiquement correct est de décréter qu'il faut « densifier ». La seule justification connue à ce jour est que ça permet de "surveiller" les populations ainsi entassées (concept politique), aucune étude (concept scientifique) n'ayant réussi à prouver que cela procurait des économies réelles (avantages moins inconvénients, les input et les output, effets iatrogènes, évidemment) en termes d'équipements, de coûts, de conditions de vie, de santé, de satisfaction des personnes ..etc..

Et si ce désir des ménages français devenait universel, serait-il possible – physiquement – de le satisfaire ? Sachant que la surface du globe terrestre est de $4\pi R^2$, et que 30 % est seulement terrestre, cela nous donne 136 Mkm² disponibles. De cette surface, on enlève 90 % pour les déserts, les montagnes, les terres agricoles, les voies de communication ..etc.. Il nous reste donc 13,6 Tm² pour l'urbanisation. On enlève encore 50 % de cette surface pour les voies de communications, les services publics et privés, les commerces ..etc.. Par ailleurs il y a sur la planète 2 milliards de ménages (hypothèse haute calquée sur la moyenne européenne, le vrai chiffre doit plutôt être de l'ordre de 1,5, mais peu importe pour la démonstration). Au final, nous avons la possibilité de proposer à chacun des 2 milliards de ménages de la Terre une maison de 100 m² (pour faire simple et confortable) sur une surface de terrain de 3400 m², le tout "consommant" 1,35 % de la surface du globe. CQFD.

Cet encadré est un extrait du texte de recherche prospective du Groupe FUTUROUEST dénommé « Désurbanisation ». Le but n'était pas de prendre une position politique « pour » ou « contre » la maison individuelle, mais de démontrer que – physiquement – c'est tout à fait faisable. Reste ensuite à respecter les choix des ménages : centre-ville, quartier urbain, périphérie, rural, rural isolé ...

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

Une fois encore, nécessité oblige, Claude Allègre remet les pendules à l'heure car, s'il est inopportun pour l'avenir de notre société d'accorder le moindre crédit aux marchands d'illusions, il est tout aussi urgent de mettre un frein aux pleurnicheries écologiques.

En bon pédagogue, après avoir fustigé, il nous propose un calendrier de propositions. C'est ainsi qu'il passe en revue les OGM, la question de l'eau, la biodiversité des rivières et des forêts, l'architecture et les énergies diverses, la voiture hybride ou électrique, les piles à hydrogène EetcE

Vive l'écologie, moteur de la croissance !

A bas l'écologie de la peur et du déclin !

Claude ALLÈGRE
Ma vérité sur la Planète
Plon – 2007 – 240 pages

ATTENTION : ouvrage très documenté ; l'auteur n'est pas un (vrai) scientifique reconnu mondialement par hasard.

Il faut faire de la résolution des problèmes écologiques le moteur de la croissance, du développement des Pays du tiers-monde et de la réduction des inégalités.

Tel est la direction cardinale de la réflexion proposée par Claude Allègre. C'est un message d'espoir pour les millions d'hommes et de femmes qui souffrent et qu'on cherche à plonger dans l'ignorance, pour les jeunes qui s'interrogent et à qui il faut répondre que les magnifiques défis qu'ils auront à relever leur donneront, comme à nous, le droit au bien-être.

« La Terre est ma patrie. Je me suis battu pour la connaître ; voilà pourquoi je combattrai ceux qui voudraient, sous prétexte de la défendre, détruire notre civilisation. »

Contrairement à ce qu'écrit Nicolas Hulot dans son ouvrage « Pour un pacte écologique » [Calmann-Lévy 2006], les scientifiques n'ont pas « fini par suivre le mouvement », ils l'ont découvert, initié, étudié et annoncé d'abord. En science, on parle d'écologie et de pollution depuis plus d'un siècle ; mais ce, dans une indifférence assez générale.

Claude Allègre apporte de nombreux exemples, qu'ils soient maintenant bien connus comme la dérive des continents dont la découverte revient à Alfred Wegener, ou encore à travers des situations de recherches et d'expérimentations diverses qu'il a lui-même connu.

Il en extrait une Moralité :

- 1/ Il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste pour avoir une bonne idée et briser un consensus ;
- 2/ Les mathématiques à elles seules ne peuvent permettre d'expliquer un phénomène naturel dont on n'a pas compris l'essence [voir le climat aujourd'hui] ;
- 3/ La vérité scientifique met parfois beaucoup de temps à être acceptée. Comme le disait Einstein, il est plus facile de briser un atome qu'un préjugé.

A propos des prédictions (nous n'étions pas en Prospective) du Club de Rome qui avait publié en 1972 le rapport Meadows sous le titre « Limits to Growth », curieusement traduit en français par « Halte à la Croissance », l'auteur revient sur les outils mathématiques utilisés alors pour montrer que toutes les simulations du M.I.T. (Massachusetts Institute of Technology) utilisaient des fonctions exponentielles positives, c'est-à-dire des fonctions où tout va de plus en plus vite, sans aucune boucle de régulation ou de contre – actions. Or, on sait que l'exponentielle positive n'existe pas dans les phénomènes naturels et qu'il y a toujours de phénomènes régulateurs.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES suite

Sur le principe de précaution et son application ϵ sans précaution, Claude Allègre appelle à la barre Hubert Curien : « La précaution conduit à envisager toutes sortes de choses qui ne peuvent être démontrées mais qui sont émotionnellement évoquées. On vous demande, quoi que vous fassiez, d'être en mesure de prévenir un évènement qui n'est pas prévisible mais dont on ne peut dire qu'il n'aura pas lieu. » CA conclut qu'avec cette approche, on est passé dans l'imaginaire ; d'autant plus que pour lui, aucune décision ne saurait être arrêtée sans marier les connaissances scientifiques et les problèmes économiques et sociaux afférents.

Dans la réalité, la combinaison entre la méthode et la stratégie est de fixer des priorités avec chacune des constantes de temps. En n'oubliant jamais que les sociétés humaines n'acceptent les mesures de contrainte que durant un temps limité et que la meilleure manière de leur faire changer d'habitudes, c'est de faire la démonstration que leur niveau de vie immédiat y gagnera. Dans la société des hommes, le long terme passe toujours par le court terme acceptable. C'est ce que semblent ignorer les « éco-fondamentalistes » que pourfend Claude Allègre.

Concernant le changement climatique et ses artefacts, l'auteur fait remarquer, comme d'autres chercheurs au demeurant, qu'à propos de la covariation température – CO₂ dans les glaces, il a été démontré que les variations de la température précédaient de huit cent ans celles du CO₂. Ce n'est donc pas le CO₂ qui fait varier la température, c'est l'inverse !

Quant aux simulations sur ordinateur dont on a signalé supra les réserves que CA leur apportait, il note qu'Hervé Le Treut, directeur du laboratoire de météorologie dynamique écrit dans un rapport « On annonce un réchauffement climatique parce que les modèles informatiques le prédisent. » On est dans une parfaite tautologie.

Quand aux impacts des évolutions de température moyenne, CA insiste sur le fait qu'il n'y aura aucun phénomène homogène, mais des phénomènes locaux, et qu'une variation moyenne de température de 0,5 °C est à mettre en relation avec des variations journalière de plus ou moins dix degrés entre le jour et la nuit.

Sur les aspects énergétiques, il passe en revue les solutions disponibles qui ne mettent pas en péril le développement justifié de bien des lieux de la Planète. Il considère qu'à l'échelle du Monde, on n'ira pas beaucoup plus loin que le triplement de la situation actuelle en recours à l'énergie d'origine nucléaire, soit 20 % de la dépense énergétique mondiale à l'horizon 2030-2050. Quoi qu'on fasse, la Chine et l'Inde utiliseront massivement le charbon, ne serait-ce que pour des raisons d'indépendance nationale.

Les solutions à l'échelle mondiale pour la diminution des émissions de CO₂ vont nécessairement tourner autour de la séquestration du CO₂ et du développement des véhicules hybrides puis sans doute à hydrogène.

In fine, Claude Allègre propose des pistes d'actions compatibles avec le respect de l'environnement et l'amélioration du niveau de vie des humains : outre le piégeage du CO₂ et le développement de la filière Hydrogène déjà cités, on trouve aussi : les véhicules hybrides, le nucléaire, les énergies dites renouvelables et surtout le solaire, les OGM et les bactéries transgéniques, l'industrie du recyclage des déchets urbains et industriels, et la gestion de l'eau.

Pour le lecteur qui voudrait remonter dans le temps et mieux comprendre le parcours de Claude Allègre, il est encore possible de trouver son livre de 1990 « Economiser la Planète », paru chez Fayard. C'était il y a presque vingt ans !

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Honte, colère et espoir : tels sont les premiers mots de l'ouvrage présenté ici dans lequel l'auteur parle librement et sans concession à la langue de bois. Le diagnostic, sévère pour la France, est pourtant optimiste pour les autres Pays.

La croissance mondiale est sans précédent. Seule ou presque parmi les Pays développés, la France piétine et se languit. Mais si le mal est en nous, le salut aussi ! Avec un peu de courage et un minimum de bon sens, il est possible de construire l'avenir autrement qu'en prenant dans la poche de nos enfants et en laissant filer la dette publique.

La France a tort d'avoir peur de l'avenir. La plupart des idées reçues passées au crible du bon sens et de l'analyse des faits s'avèrent infondées : la mondialisation n'est pas coupable, le principe de précaution peut être dangereux, la planète surabonde de pétrole cher, le vieillissement est aussi une bonne nouvelle EE

Au-delà du diagnostic à contre-courant, l'auteur avance des propositions concrètes dont sept prioritaires pour faire avancer le mammoth éducatif, sortir par le haut des 35 heures, créer des centaines de milliers d'emplois marchands, assurer la pérennité des solidarités intergénérationnelles en évitant la paupérisation des familles ...

Michel GODET

Le courage du bon sens

Odile Jacob – 2007 – 415 pages

Et un Godet, un !

Si vous n'avez jamais lu d'ouvrage de Michel Godet, alors, lisez celui-ci. Il résume tout ce qu'il a déjà dit et écrit ailleurs.

Pour ceux qui connaissent déjà l'auteur, pas la peine, ils n'apprendront rien de nouveau.

Comme de plus, de nombreuses données factuelles sont assez approximatives (MG a du les écrire de tête) on ne peut qu'être déçus par ce rabâchage quand ce n'est pas tout simplement des idées toutes faites proposées depuis des lustres.

C'est ainsi que nous lisons p.80 « Placés dans un contexte similaire, et à dotations de facteurs comparables, les différences de performance montrent que les facteurs de développement sont endogènes et dépendent des conditions d'organisation économique, sociales et familiales, qu'elles concernent les individus, les entreprises ou les territoires. Il n'est de richesse que d'homme (Bodin), éduqués (Chaunu) agissant dans une société de confiance (Peyrefitte). En corollaire, si les hommes manquent, si l'investissement dans le capital humain est défaillant, si la confiance recule, alors les sociétés ne se développent plus et régressent. » Mais n'est-ce pas ce qui est mis en avant par tous ceux qui luttent désespérément depuis des décennies contre la sclérose centralisatrice à la française. Mais de cette sclérose politique, MG n'en parle pas.

Pour les habitués, vous retrouverez le refrain préféré de l'auteur : on est foutu car on ne fait plus assez de bébés. La Terre pourrait compter neuf milliards d'habitants en 2050 au lieu de six en 2000. Mais trois milliards de plus pour faire toujours plus de miséreux (deux milliards aujourd'hui selon l'ONU) ?

On donnera acte à Michel Godet qu'il est crédible quand il parle des territoires et des phénomènes liés à l'économie résidentielle largement développée par ailleurs par Laurent Davezies. Mais quand il aborde l'énergie, le nucléaire est expédié ad patres en trois lignes (sic). Et quand il propose de rendre les heures supplémentaires non-imposables, il propose une mesure qui nous éloigne encore un peu plus des solutions les plus productives type scandinave (haut niveau de vie ET forte protection sociale).

Pour finir, le lecteur trouvera p.372, les sept propositions prioritaires de MG, mais il sera forcément déçu car c'est (très) réchauffé.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Jacques ATTALI raconte, dans son dernier ouvrage, l'incroyable histoire des cinquante prochaines années telle qu'on peut l'imaginer à partir de tout ce que l'on sait de l'histoire de la science. Il dévoile la façon dont évolueront les rapports entre les nations et comment les bouleversements démographiques, les mouvements de population, les mutations du travail, les nouvelles formes du marché, le terrorisme, la violence, les changements climatiques, l'emprise croissante du religieux viendront chahuter notre quotidien.

Il révèle aussi comment des progrès techniques stupéfiants bouleverseront le travail, les loisirs, l'éducation, la santé, les cultures et les systèmes politiques ; comment des mœurs aujourd'hui considérées comme scandaleuses seront un jour admises.

Il montre enfin qu'il serait possible d'aller vers l'abondance, d'éliminer la pauvreté, de faire profiter chacun équitablement des bienfaits de la technologie et de l'imagination marchande, de préserver la liberté de ses propres excès comme de ses ennemis, de laisser aux générations à venir un environnement mieux protégé, de faire naître, à partir de toutes les sagesse du monde, de nouvelles façons de vivre et de créer ensemble.

Jacques ATTALI
Une brève histoire de l'avenir
Fayard – 2006 – 425 pages

Avis aux connaisseurs de La Démarche Prospective, ils vont être déçus, voire irrités à la lecture de cet ouvrage. En effet, il s'agit de futurologie et pas de prospective. On reste d'ailleurs perplexe sur l'idée générale comme quoi on peut « prédire » l'Histoire ; cela donne l'impression de retrouver le cycle de Fondation d'Isaac Asimov avec la « psychohistoire » découverte par le personnage Hari Seldon.

Pour J. Attali, tour à tour, chacun des trois pouvoirs dominants (religieux, militaire et marchand) a contrôlé les richesses. On peut alors raconter l'Histoire de l'humanité comme la succession de trois grands ordres politiques : l'Ordre rituel, où l'autorité est essentiellement religieuse ; l'Ordre impérial, où le pouvoir est avant tout militaire ; l'Ordre marchand, où le groupe dominant est celui qui contrôle l'économie. L'idéal du premier est théologique ; celui du second, territorial ; celui du troisième, individualiste.

Enumérons très succinctement les leçons que l'auteur tire du passé :

- Quand une superpuissance est attaquée par un rival, c'est souvent un tiers qui l'emporte. Et le vainqueur fait souvent sien la culture du vaincu.
- Une doctrine religieuse, si influente soit-elle, ne réussit pas à ralentir la marche de la liberté individuelle.
- L'ouverture aux élites étrangères est une des conditions du succès.
- Finances et assurances, étroitement liées, constituent une dimension essentielle de la puissance marchande.
- Aucun empire, même s'il paraît éternel, ne peut durer à l'infini.
- C'est le manque qui force à aller chercher une nouvelle richesse. Les raretés sont des bénédictions pour les ambitieux.
- L'Etat autoritaire crée le marché, qui crée à son tour la démocratie.
- Nombre d'innovations majeures sont le produit de travail de chercheurs payés sur fonds publics pour chercher tout autre chose.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Au total, jusqu'à aujourd'hui, l'Ordre marchand a donc connu neuf formes successives autour de neuf villes « cœurs » : Bruges, Venise, Anvers, Gênes, Amsterdam, Londres, Boston, New York et enfin Los Angeles.

Dans le reste de l'ouvrage, l'auteur décrit les trois grandes étapes de l'avenir en gestation, l'Hyperempire, l'Hyperconflit, l'Hyperdémocratie, et qui vont se succéder.

Les thèmes abordés dans la description de l'Hyperempire sont :

- la généralisation de la démocratie de marché : le monde polycentrique ;
- l'objet substitut de l'Etat : de l'hypersurveillance à l'autosurveillance ;
- la déconstruction des Etats ;
- la marchandisation absolue du temps ;
- les entreprises nomades ;
- les maîtres de l'hyperempire : les hypernomades ;
- les nomades virtuels : des sports au spectacle vivant ;
- les victimes de l'hyperempire : les infranomades ;
- la gouvernance de l'hyperempire ;
- la fin de la liberté, au nom de la liberté.

Pour l'Hyperconflit, nous trouvons :

- des ambitions régionales ;
- armées pirates, armées corsaires ;
- la colère des laïcs ;
- la colère des croyants ;
- les armes de l'hyperconflit, s'armer, s'allier ;
- négocier, aider, dissuader les régimes agressifs ;
- attaquer préventivement ;
- guerres de rareté : le pétrole et l'eau ;
- guerres de frontières : du Moyen-Orient à l'Afrique.

Pour l'Hyperdémocratie :

- le choc démocratique ;
- l'avant-garde de l'hyperdémocratie : transhumains et entreprises relationnelles ;
- les institutions de l'hyperdémocratie ;
- la place du marché dans l'hyperdémocratie ;
- le résultat collectif de l'hyperdémocratie : le bien commun dont l'intelligence universelle ;
- le résultat individuel de l'hyperdémocratie : les biens essentiels dont le bon temps.

Et pour finir, Jacques Attali nous offre un chapitre « Et la France ? ».

On ne peut qu'admirer l'imagination de l'auteur. Si plusieurs de ses hypothèses peuvent alimenter des débats à vocation mutante et opérationnelle, ce sera déjà une bonne chose.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Il y a trente ans, la globalisation surgissait, balayant tout sur son passage. Ses apôtres, les néolibéraux, proclamaient que ce mouvement était inéluctable et que, pour leur plus grand bonheur, toutes les sociétés seraient désormais organisées autour d'un seul élément : l'économie. Ils nous demandaient de les croire ; nous les avons crus.

En vérité, la globalisation n'était pas une fatalité, mais une idéologie, une théorie expérimentale visant à remodeler simultanément les paysages économique, politique et social. Or, tout montrer que cette idéologie-là est en train de mourir ...

John SAUL
Mort de la globalisation
Payot – 2005 – 415 pages

Curieux ouvrage que celui de John Saul qui prend le contre-pied du discours dominant sur la mondialisation, souvent présentée comme inéluctable. Et pourtant, croire en la réalité du choix est l'une des caractéristiques les plus fondamentales du pouvoir. Asses curieusement, beaucoup d'individus qui pensent être des leaders trouvent cette réalité très exigeante. Ils croient que leur boulot consiste à comprendre le pouvoir et le management, et peut-être à apporter des corrections mineures dans ce qu'ils pensent être le cours des événements. Mais ils tiennent pour assurées les vérités dominantes du jour et sont donc fondamentalement passifs. On ne saurait mieux dire ☹☹

Sur les leçons de l'Histoire, JS cite Martin Wolf car il arrive à limiter ses arguments en faveur de la globalisation à l'économie, parce qu'elle est sensée entraîner tout le reste. Cependant il y a une citation troublante qui dit « la finance internationale est devenue si interdépendante et si imbriquée avec le commerce et l'industrie que la puissance politique et militaire est en réalité inopérante ». Mais cela a été écrit en 1911, juste avant que la puissance politique et militaire ne vienne détruire l'ordre économique régnant.

Pour l'auteur, la nature éphémère de la globalisation vient en partie de l'innocence – ou de la naïveté – intellectuelle qui l'entoure. Quoi de plus naïf que de croire en une approche assez abstraite de la vie humaine fondée sur l'attente d'un pouvoir économique, lui-même reposant sur une seule et unique théorie de l'économie, très singulière ? Et quoi de plus innocent que de tabler sur un monde qui resterait assis, à regarder cette théorie faire son chemin sans marquer de halte ni de limite au temps nécessaire à la réussite de ses présupposés ? Plus naïf encore : que tout le monde espère que la richesse induite, la discipline ou l'inévitabilité de cette approche réussissent à reformuler tous les autres aspects de notre vie.

Plus loin, il est remarqué que l'ère keynésienne et l'âge de la globalisation ont tous deux tourné autour de grandes solutions. Il y a néanmoins une différence utilitariste entre elles : les solutions publiques tendaient à être pratiques – des barrages, des routes, des ports -, tandis que les solutions de la globalisation ont été plus abstraites. Il s'agissait davantage d'une théorie portant sur la façon dont tout fonctionne, qu'on pourrait appliquer n'importe où et à n'importe quoi. Asses curieusement, pour un mouvement se déclarant hostile à la bureaucratie, la globalisation a tourné en système consacré aux systèmes. La forme plutôt que le contenu, l'étude de cas, l'admiration pour les dons abstraits des experts de la structure, le mépris pour les esprits plus pratiques s'adaptant aux réalités particulières.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Malgré la paternité d'une foule d'économistes néo-libéraux partisans du libre-échange, le cœur de la théorie tient surtout à deux éléments administratifs : le management et l'évitement des risques. Le troisième élément a été l'obsession de l'accumulation de richesses, par opposition à la concurrence, à l'innovation et à la production.

En ce qui concerne les ratios d'amélioration des situations économiques due à la globalisation, il est noté par exemple que le PNB latino-américain par habitant a augmenté de façon très respectable de 2,4 % par an de 1950 à 1980. Aux beaux jours de la globalisation, de 1980 à 2000, il a dégagé une augmentation cumulée misérable de 4,3 %. En Afrique, de 1950 à 1980, le PNB par personne s'est accru de 1,8 % par an. Gains modestes mais progrès toujours. Entre 1980 et 2000, il est tombé de 6,2 % en cumulé !

Pourquoi donc l'extension extraordinaire et continue du commerce ne produit-elle pas une croissance économique générale ? Pourquoi ne répand-t-elle pas la richesse et ne réduit-elle pas le chômage ? On se demande légitimement si le phénomène nouveau que représentent les échanges entre filiales d'un même groupe transnational doit être considéré comme du commerce. Ces déplacements rendent probablement compte aujourd'hui de la majorité du commerce international. Si ce n'est pas du commerce, on ne peut pas s'attendre à ce qu'il en ait l'effet. Peut-être celui-ci est-il neutre, voire négatif. Ainsi de comprendrait la disjonction entre commerce massif et croissance molle.

En surface, pas de question. Pour les besoins des régulations locales, ces mouvements intra-entreprises sont en général comptabilisés comme si des biens étaient vendus et achetés, comme s'il s'agissait de commerce classique. En fait, des profits réels ne sont pas réalisés à chaque étape du mouvement. D'ailleurs l'intention n'est pas de réaliser des profits. Les pertes permettent de se servir des mouvements internationaux pour fuir l'impôt. Mais l'absence fondamentale de désir de faire du profit à chaque étape suggère que ces biens ne sont pas des biens commerciaux. D'ailleurs, ce processus n'est pas lié à la concurrence sur les marchés.

Dans un chapitre particulier, John Saul examine le cas de la Nouvelle Zélande qui a expérimenté dans les années 1980-90 la libéralisation à tout crin de son économie avec des résultats désastreux pour la plupart des « kiwis ». En 1999, un nouveau Premier Ministre a été élu, Helen Clark, avec un programme « protectionniste ». En quelques années, la situation s'est remarquablement rétablie, faisant ainsi la nique au conformisme international.

Pour l'auteur, l'un des remèdes aux dysfonctionnements engendrés par la globalisation repose sur la force de l'Etat-Nation. Il constate qu'à la fin du 20e siècle, le nationalisme et les Etats-Nations étaient plus forts que lorsque la globalisation a commencé. La foi dans les vérités économiques globales s'en est allée. Les signes de désordre économique international sont de plus en plus nombreux. L'admiration pour les dirigeants désignés du projet globaliste s'est évaporée. Les ONG et leurs dirigeants restent en grande partie sur la défensive parce qu'ils ont tendance à imaginer qu'ils sont des spécialistes et des opposants à ceux qui détiennent le pouvoir.

Comme pour remplir le vide créé par ces échecs, le nationalisme est réapparu. Ainsi va l'Histoire. Ce n'est ni sympathique, ni pas sympathique. C'est là, voilà tout. Les vides ne durent jamais, ils se remplissent un jour ou l'autre. En l'occurrence, le nationalisme sous sa meilleure comme sous sa pire forme s'est remarquablement rétabli.

Pour conclure provisoirement, JS estime que la situation ainsi créée appelle l'intérêt public d'Adam Smith, l'imagination qu'invoquait Alexis de Tocqueville, et l'humanisme de Rorty. Un cocktail détonant, paraît-il ...

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

New York, capitale du crime, est soudainement devenue une ville sécurisée au milieu des années 1990. Pourquoi ?

Les Hush Puppies, résolument out en 1993, ont reconquis le marché mondial en quelques années à peine. Pourquoi ?

Sesame Street, malgré sa mission éducative, a complètement séduit des millions d'enfants dès sa première saison. Pourquoi ?

Faisant la genèse de ces succès retentissants, Malcom Gladwell, journaliste au New Yorker, montre que des changements mineurs, minutieusement planifiés et mis en œuvre, peuvent provoquer de véritables épidémies sociales.

Décrivant les oiseaux rares, ces individus exceptionnels qui propagent la tendance, et s'attardant au pouvoir insoupçonné d'infimes éléments de contexte, il explique comment se produit la contagion. Rien en résiste à son analyse : modes vestimentaires, tabagisme, publipostage, idéologie religieuse, société de haute technologie ...etc...

Malcom GLADWELL

Le point de bascule

Editions Transcontinental (Montréal) – 2006 – 250 pages

Sous le titre générique « Les oiseaux rares », l'auteur s'emploie à nous faire connaître les connecteurs, les mavens et les vendeurs.

Le connecteur se distingue d'abord par son nombre impressionnant d'amis. On a tous quel-qu'un de ce genre dans son entourage. Mais on n'a pas toujours une idée juste de son importance et souvent on a peine à croire qu'il connaît autant de gens. Evidemment, l'importance des connecteurs tient non seulement au nombre mais aussi au genre de personnes qu'ils connaissent. Par ailleurs, l'élan du connecteur vers les autres est également un signe distinctif.

Les liens faibles sont plus importants que les liens étroits. Par définition, les gens qui se connaissent peu occupent des territoires différents et ont plus de chance de posséder des informations mutuellement exclusives.

Le mot « maven » vint du Yiddish et signifie « celui qui acquiert des connaissances ». Depuis quelques années, les mavens suscitent beaucoup d'intérêt chez les économistes pour la simple et bonne raison qu'ils sont les joueurs les plus importants de l'économie de marché. Ils sont les plus grands dépositaires d'une ressource rare dont elle dépend : l'information. Voilà en quoi leur savoir est crucial.

Dans une épidémie sociale, le maven est la base de données : il fournit le message. Le connecteur tisse des liens entre les gens : il transmet le message. Quant au vendeur, il possède les compétences nécessaires pour persuader ceux qui hésitent encore à croire au message.

In fine, l'auteur explique comment s'est fait le déclenchement de la révolution d'indépendance américaine : par une épidémie de bouche à oreille qui s'était répandue dans toute la Nouvelle – Angleterre grâce à un petit nombre de personnes très spéciales : quelques vendeurs et un homme qui était à la fois un connecteur et un maven.

Un peu simple, non ?

Pour ceux qui voudraient vraiment approfondir le sujet, nous conseillons de lire plutôt « Le temps du changement » de Fritjof Capra, ou encore de voir (ou revoir) le film d'Alain Resnais « Smoking / No smoking ».

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Nous vivons moins longtemps que nos parents, contrairement à ce qu'annoncent les démographes. Telle est la thèse iconoclaste défendue par l'auteur.

Malbouffe, sédentarité, pollution, tabagisme sont autant de bombes à retardement qui vont exploser dans les décennies à venir. Seul un changement radical – mais peu probable – de notre mode de vie pourrait les désamorcer.

Un pronostic solidement étayé par l'auteur et crédibilisé par l'inquiétante augmentation de l'incidence de l'obésité, du diabète et du cancer. Une augmentation qui, en plus de provoquer une très probable baisse de l'espérance de vie, nous achemine vers un monde de malades chroniques.

Restant optimiste, l'auteur rappelle cependant au fil des pages, les gestes élémentaires pour vivre durablement en bonne santé.

Claude AUBERT
Espérance de vie, la fin des illusions
Terre Vivante – 2006 – 125 pages

Premier chapitre : « Pour la première fois, l'espérance de vie en France dépasse les 80 ans. » Faites au printemps 2005, cette annonce a été largement reprise par les médias, chacun se félicitant de l'amélioration de la santé des Français que cela impliquait. Cet excellent chiffre conforte par ailleurs tous les spécialistes dans leurs prévisions optimistes, puisqu'ils nous annoncent une espérance de vie de plus de 85 ans en 2050.

Chapitre deux : Et pourtant notre santé se dégrade.

L'augmentation de l'espérance de vie pourrait laisser croire que l'état de santé de la population s'améliore constamment. En réalité, de nombreux indices montrent qu'il va se dégradant, notamment celui des enfants et des adultes jeunes.

Chapitre trois : L'obésité : une menace imminente pour l'espérance de vie.

Le développement rapide de l'obésité, jusque dans les pays pauvres, est un phénomène récent dans l'histoire sanitaire de nos sociétés. Son impact n'est pas encore clairement mesuré ni pris en compte dans les projections d'espérance de vie. Pourtant, les conséquences de l'obésité sont non seulement dramatiques dans la vie quotidienne des personnes affectées, mais elles diminuent de manière importante leur espérance de vie.

La « Framingham heart study » qui a suivi pendant 42 ans, de 1948 à 1990, une population de 3457 personnes âgées au départ de 30 à 39 ans a montré l'importance de la baisse d'espérance de vie pour les personnes en surpoids et les obèses. On a utilisé l'IMC (Indice de Masse Corporelle) comme indicateur principal, soit le poids de la personne divisé par sa taille (en mètres) au carré. Le nombre d'années de vie perdue va de trois ans pour des personnes en surpoids non fumeurs, jusqu'à treize ans pour des obèses fumeurs.

Chapitre quatre : l'obésité est le résultat d'un processus indispensable à la survie de toute espèce animale : lorsque l'apport d'énergie par les aliments est supérieur à la dépense d'énergie par l'organisme, le supplément est stocké sous forme de lipides dans les cellules graisseuses (adipocytes) qui constituent le tissu graisseux. Un individu non obèse a dans son corps entre 25 et 30 milliards d'adipocytes. Une personne atteinte d'obésité extrême peut en receler jusqu'à 250 milliards.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Chapitre cinq : Le tabagisme et l'amiante ont en commun le fait que leur impact sur la mortalité se manifeste des décennies après l'exposition. Même si l'exposition à ces deux fléaux a fortement diminué, c'est seulement maintenant que les conséquences sanitaires se manifestent dans toute leur ampleur. Et si le tabagisme masculin a fortement diminué, celui des femmes a augmenté, ce qui n'est pas une bonne nouvelle pour l'avenir, car l'exposition du fœtus pendant la grossesse a des conséquences dramatiques.

Chapitre six : La pollution chimique : une menace omniprésente.

Les générations actuelles de seniors ont grandi dans des environnements peu pollués. Or, on sait maintenant que l'exposition aux polluants pendant la petite enfance, et surtout pendant la vie intra-utérine, a des conséquences préoccupantes sur le devenir de l'adulte et, plus inquiétant, sur celles des générations qui suivent, même si celles-ci n'ont pas été elles-mêmes exposées. On peut dater le début de cette exposition massive aux années 1970.

Chapitre sept : La pollution : des effets à très long terme.

L'impact de la pollution sur notre santé est une source de polémiques sans fin. Les optimistes affirment que cet impact reste faible, et en donnent pour preuve l'augmentation de l'espérance de vie. Les pessimistes – ou les réalistes, selon l'auteur, mais la tournure est aimable et non démonstrative – pensent au contraire que cet impact ira grandissant et finira par contribuer de manière significative à la diminution de l'espérance de vie.

Chapitre huit : Les menaces qui pèsent sur l'espérance de vie ne sont pas seulement le fait de l'obésité, du tabagisme et de la pollution. Les modifications importantes des modes de vie depuis cinquante ans aussi, par d'autres mécanismes, contribuent à la détérioration de notre santé. Parmi les principaux accusés, la sédentarité et la généralisation d'habitudes alimentaires néfastes.

Chapitres neuf et dix : l'auteur nous propose des pistes possibles pour lutter contre les facteurs qu'il s'est employé à décrire tout au long de son ouvrage.

Il ne dit cependant pas si, prenant le même cheminement que lui, l'amélioration des conditions de vie permettrait ... d'espérer vivre encore plus longtemps, cent ans, par exemple ?

MITHRIDATE VI.

Roi du Pont (Asie Mineure) de 111 à 63 avant J.-C.

Ce monarque cultivé était célèbre par son immunité aux poisons.

Ayant crainte de mourir empoisonné, il ingurgitait des poisons divers à des doses infimes pour habituer son organisme, sur les conseils de son « pharmacien ».

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Les individus ont souvent – et à raison – le sentiment de vivre dans une société du mépris. Ils perçoivent que l'accroissement des possibilités de réalisation de soi conquises au cours du 20^e siècle donne lieu aujourd'hui à une récupération de ces idéaux par le néolibéralisme. N'est-ce pas là un paradoxe ? Comment expliquer que les progrès des décennies passées soient à ce point détournés pour légitimer une nouvelle étape de l'expansion capitaliste ? Comment, à l'inverse, concevoir une théorie critique de la société lorsque les exigences d'émancipation dont elle se réclame se muent en idéologie ?

Les textes de réflexion apportés par l'auteur offrent un aperçu du chantier dans lequel il est engagé de longue date. Inscrit dans le sillage de la philosophie sociale de l'École de Francfort dont il est un des représentants contemporains majeurs, il reconstruit ses orientations de fond pour mieux pointer son actualité. Il s'emploie surtout à mettre à jour les « pathologies sociales » du temps présent, qu'il analyse comme des évolutions affectant les conditions fondamentales d'une vie sociale réussie.

Ce geste critique s'inscrit au plus près de l'expérience sociale des sujets sociaux soumis au mépris et s'articule avec force à une morale de la reconnaissance.

Axel HONNETH
La société du mépris
La Découverte – 2006 – 350 pages.

C'est sur l'œuvre de J.J. Rousseau que s'ouvre l'ouvrage de A.H.

En effet, en proposant de considérer l'existence originelle de l'être humain comme un critère de référence, il a ouvert une des rares possibilités qui devaient désormais être à disposition de la philosophie sociale. Ainsi, quelle que soit l'ampleur des changements qui devaient affecter les conditions sociales, il y aurait toujours à l'avenir, parmi les tentatives de justification théorique de celles-ci, une alternative consistant à faire référence à une forme idéale d'agir humain censée faire partie des spécificités anthropologiques de l'espèce.

Mais l'auteur met aussi en parallèle le méditateur de Genève et le philosophe du matérialisme historique, K. Marx. Pour celui-ci, ce qui constitue la qualité essentielle de l'être humain est sa capacité à s'objectiver dans le produit de son travail. Ce n'est qu'au cours de ce processus d'objectivation que l'individu a la possibilité de faire l'expérience de ses propres forces et donc de parvenir à la conscience de soi ; dès lors, la possibilité d'éprouver le processus du travail comme une réalisation de soi constitue le présupposé essentiel d'une vie bonne parmi les êtres humains ; mais, lorsque le mode de production capitaliste vient à s'imposer, ce présupposé est détruit parce que, sous la forme du travail salarié, le capitalisme enlève à celui qui agit tout contrôle sur son activité ; dans cette mesure, il représente une forme de vie sociale qui va à l'encontre de l'essence même de l'homme et le prive ainsi de toutes perspectives de mener une vie bonne.

Diverses approches critiques des évolutions des sociétés industrielles sont aussi analysées. Elles partagent toutes la conviction très profonde que l'accélération de la croissance industrielle remet en cause une exigence fonctionnelle de la société qui compte pourtant parmi les conditions de possibilités essentielles de toute vie humaine. Selon l'interprétation qui est faite de ces présuppositions, on observe toutefois des divergences d'appréciation tant sur le caractère du processus considéré comme la cause des pathologies sociales que sur les formes sous lesquelles ses pathologies se manifestent.

Pour Hannah Arendt, l'extension croissante des types d'activités techniques non seulement détruit la pratique intersubjective de l'entente politique, mais ruine également la confiance que les sujets avaient dans leur monde environnant.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Pour Gehlen, en revanche, qui anticipe d'ailleurs sur ce point la critique de la culture proposée par exemple par Daniel Bell, cette industrialisation rapide stimule aussi de façon croissante les envies de consommation, ce qui finit par solliciter les êtres humains à un point tel que la stabilité des institutions sociales, pourtant vitale, s'en trouve affectée ; Quant à Habermas, il considère que le processus de technicisation signifie une automatisation des systèmes d'action orientés vers une fin rationnelle, ce qui réduit la sphère la sphère d'entente communicationnelle dont dépend fondamentalement la reproduction de l'espèce humaine.

Sur société & mouvements sociaux, l'auteur constate qu'il y a effectivement une multiplicité de mouvements sociaux parmi lesquels certains lui apparaissent sympathiques dans leurs visées alors que d'autres lui apparaissent franchement antipathiques.

Il y a des mouvements populistes, d'extrême droite, des mouvements xénophobes et tout cela entre dans la rubrique des « mouvements sociaux ». Il faudrait cependant avoir une forme d'orientation normative dans l'analyse pour discerner quels sont les mouvements sociaux qui sont pour ainsi dire progressistes ou qui peuvent être tenus pour tels.

A l'inverse, cette orientation normative indiquerait les mouvements qui peuvent être légitimement considérés comme régressifs ou, dans certains cas, comme immoraux.

Le système social du capitalisme tardif a pu se maintenir jusqu'à présent parce que les préjudices pratico - moraux subis par la classe des travailleurs ont été largement compensés sur le plan matériel et détournés vers une attitude de consommation privée. Le potentiel normatif du prolétariat semble avoir été tari par l'interventionnisme de l'Etat. Un intérêt pratique pour une forme supérieure de justice sociale ne se dessine pas, selon ces prémisses, que dans les groupes privilégiés qui, érigeant en principe éthique leur incompréhension pour le niveau d'instrumentalisation atteint par la société capitaliste tardive, réclament une société débarrassée de toute domination inutile. Ces hypothèses peuvent se traduire en une théorie socio - psychologique des crises, dans laquelle les conflits pratico - normatifs se sont déplacés des lignes de friction entre classes sociales vers les zones d'expérience de la jeunesse contestataire.

Sur la « reconnaissance comme idéologie », A.H. remarque qu'une transformation structurelle profonde a lieu ces derniers temps dans le monde du travail des pays capitalistes hautement développés. Elle s'est traduite par une nouvelle manière de s'adresser aux employés : la littérature managériale contemporaine ne parle plus seulement de « salariés » ou de « main d'œuvre » mais de « travailleurs – entrepreneurs ». le changement d'accentuation qui accompagne cette dénomination rejoint le discours sur l'autoréalisation individuelle, dont il est l'application à l'organisation du travail dans le secteur de l'industrie et des services. Ce déplacement sert avant tout à susciter un nouveau rapport à soi qui incite à assumer volontairement des charges de travail considérablement accrues.

Le nouvel individualisme est ainsi utilisé directement comme un facteur de production au sens où l'on invoque les besoins apparemment changés des salariés pour exiger d'eux plus d'implication, plus de flexibilité et plus d'initiative personnelle qu'on ne le faisait dans le contexte d'un capitalisme tempéré par l'Etat social. C'est un des grands paradoxes de l'individuation.

=> Un ouvrage parfois difficile à lire et à comprendre, mais d'une richesse d'analyse éminente et salutaire.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Et si nous nous trompions d'ennemi ? Et si le capitalisme et le libéralisme n'étaient pas du tout la même chose ? Et si le moyen le plus efficace pour sortir de la domination du capitalisme était de se réapproprier le libéralisme ?

Nous sommes persuadés de vivre la victoire du libéralisme. Pourtant, le capitalisme qui nous gouverne est profondément anti-libéral. Il suffit de comparer les grands principes dont se réclame l'économie et les règles financières que nous appliquons au quotidien pour voir apparaître des contradictions flagrantes : le travail est la principale source de richesse pour les théoriciens du libéralisme, mais la « masse salariale » n'a tout simplement pas de valeur dans les comptes de nos entreprises ; le marché fonctionne sur le mode de la concentration et de la contrainte alors que la concurrence devrait justement garantir l'absence de position dominante. Quant à l'État, qui est censé corriger les inégalités les plus criantes causées par le système, il ne fait souvent qu'en amplifier les effets.

Le livre présenté ici dénonce la confusion entretenue dans le débat public entre les termes de « libéralisme » et de « capitalisme » et montre en quoi ces deux systèmes s'opposent radicalement. Si nous ne voyons pas clairement cette différence, c'est que nous vivons l'économie sur le mode de l'idéologie, comme un ensemble de dogmes face auxquels nous serions impuissants. Or il est possible de définir autrement l'entreprise et la place que le travail y occupe ; les politiques publiques peuvent être orientées différemment et promouvoir de nouvelles règles ; la croissance du PIB n'est pas la seule échelle pertinente pour mesurer le succès en économie.

Valérie CHAROLLES

Le libéralisme contre le capitalisme

Fayard – 2006 – 275 pages

L'auteur pose la problématique dès l'introduction de son ouvrage. Nous sommes en effet largement persuadés de vivre dans un monde libéral, alors que le capitalisme qui nous gouverne n'a que peu à voir avec la théorie libérale. La science économique peut alors apparaître comme ce qu'elle est : une science humaine, qui, même si elle s'est dotée d'un appareillage mathématique sophistiqué, ne fait que modéliser le comportement des hommes. Si ces comportements venaient à changer, la science économique devrait s'adapter. A un certain niveau, ce ne sont donc pas nos comportements qui doivent se conformer aux préceptes économiques mais l'inverse. Le moins que l'on puisse dire est que ce n'est pas ce qui se passe dans nos sociétés.

Les dérives de l'économie « financière » sont connues : la donnée clé pour mesurer la réussite d'une entreprise se déplace du montant du bénéfice vers le revenu versé par action ; il ne s'agit plus de savoir combien l'entreprise a généré de bénéfices dans l'absolu mais combien elle a généré de bénéfices par action. Les résultats sont alors appréciés autant en fonction du numérateur (les profits tirés de l'activité) que du dénominateur (le nombre d'actions).

Le type d'organisation du marché auquel aboutit ce capitalisme boursier n'a en outre rien de libéral. Si le paradigme libéral est centré sur l'idée de concurrence et de lutte contre les monopoles ou les trusts, la réalité qui est désormais valorisée au plan financier est la constitution de géants, seuls capables, nous dit-on, d'affronter la concurrence mondiale. Le mouvement des fusions – acquisitions traduit bien ce phénomène. L'Union Européenne, dont les fondements sont plus clairement libéraux, joue à ce titre le rôle du trouble-fête, rôle qui est pour beaucoup dans sa faible popularité.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Ce qui situe aujourd'hui l'Etat du côté du capitalisme plus que du côté du libéralisme ou de l'économie sociale de marché est de nature différente : dans la compétition entre le capital et le travail pour créer de la richesse, l'Etat n'est pas neutre. Il a pris le parti du capital. Cette affirmation, qui contredit les apparences, s'appuie d'abord sur le rôle effectivement joué par les Etats dans le développement des marchés de capitaux. C'est en effet pour répondre aux besoins de financement liés à la dette des USA que s'est organisé depuis les années 1980 un marché de capitaux largement ouvert à l'international, très concurrentiel et reposant sur des techniques financières extrêmement sophistiquées.

Or, selon les fondateurs de la philosophie libérale, le travail est l'origine de toute création de richesses. L'économie repose sur un processus de décision libre entre individus autonomes, appelé le marché ; l'intérêt des hommes (ou self love), fait que ce processus aboutit au meilleur développement possible des richesses, mécanisme décrit au travers de la métaphore de la main invisible ; l'horizon de ce développement est la réduction des profits. Le libéralisme s'apparente ainsi à une suite de règles partant d'un axiome fondateur que l'on peut qualifier de moderne : l'existence d'individus autonomes, capable de forger leur destin dans un univers réel. L'assimilation du libéralisme au capitalisme est donc pernicieuse et relève d'une manifestation sémantique – et opérationnelle – qui n'a rien de fortuit. L'école la plus radicale, l'école de Chicago, va jusqu'à faire l'impasse sur le travail comme facteur de production !

Le phénomène du basculement mine cependant nos sociétés. Il y a concomitance entre une existence contemporaine marquée par une abondance toujours plus grande et l'impression individuelle et sociale d'un risque plus fort, d'une plus grande fragilité. En cela, la société capitaliste a effectivement réalisé son projet : la contrainte sur le travail s'est généralisée, déséquilibrant le rapport de force entre l'employé et l'employeur pour aboutir à un rapport de contrainte dans lequel l'employé est largement soumis. La société du travail capitaliste est cette réalité virtuelle du risque de déclassement pour chacun qui fragilise toutes les positions et aboutit à la soumission à une autorité supérieure.

Plus avant dans son ouvrage, Valérie Charolles fait témoigner les travaux de John Rawls qui s'expriment notamment selon deux principes : a) chaque personne a une même prétention indéfectible à un système pleinement adéquat de libertés de base égales, qui soit compatible avec le même de système de liberté pour tous ; b) les inégalités économiques et sociales doivent remplir deux conditions : elles doivent d'abord être attachées à des fonctions et des positions ouvertes à tous dans des conditions d'égalité équitable des chances ; ensuite, elles doivent procurer le plus grand bénéfice aux membres les plus défavorisés de la société.

Pour ce qui est de l'entreprise rien n'interdit en effet de repositionner celle-ci pour passer de l'entreprise capitaliste à l'entreprise libérale, entreprise qui traiterait sur un pied d'égalité le travail et le capital et reconnaîtrait une valeur au travail. Le type de croissance que nous connaissons fondé sur le capital humain et l'immatériel milite en ce sens.

Se placer à l'intérieur du système économique pour en faire évoluer les constituants fondamentaux ne signifie pas que la sphère marchande épuise toutes les questions la collectivité, et encore moins les questions qui intéressent l'individu. C'est aussi remettre l'économie à sa place, une place importante, mais qui n'est plus dominante si l'on quitte le terrain de l'idéologie. La sphère marchande n'embrasse pas l'ensemble des activités humaines et n'a pas vocation à la faire.

Dont acte.

In fine, un ouvrage majeur et clarificateur écrit par une jeune auteure de 37 ans.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

La société fondée sur les savoirs constitue depuis les années 1990 le programme mobilisateur de la mondialisation, l'objectif d'un développement désormais global. Avec le recul d'une décennie, on dispose aujourd'hui d'une salubre distance critique pour apprécier la consistance de ce lien entre connaissance et développement. Les contributions du présent ouvrage se livrent à cet exercice de réflexion critique. Elles examinent différents aspects de la relation entre les deux termes, entre les concepts qu'ils sous-tendent et les pratiques qui en découlent.

Ainsi, la mise en scène récente d'une société fondée sur les savoirs dévoile des effets en trompe-l'œil faisant converger les regards vers une vision idéologique. Mais, parallèlement, les enjeux, les formes et les incidences du lien entre connaissance et développement sont précisément décrits et analysés. Des ouvertures aux lignes de fuite tangibles et inédites apparaissent ...

Direction : Michel CARTON & Jean-Baptiste MEYER

La société des savoir : Trompe l'œil ou perspectives ?

The Knowledge Society : Trompe l'œil or accurate perspective ?

L'harmattan – 2006 – 325 Pages (Édition Bilingue)

Entre connaissance et développement, la subordination du second terme au premier, son instrumentalisation au service d'une version économiciste étroite ne laisse guère d'inquiéter. Le divorce possible entre le savoir et la pensée nous place devant le risque d'un asservissement aveugle aux connaissances pratiques et aux machines : telle est l'introduction de l'ouvrage collectif dont nous rendons compte succinctement ici.

Sur l'émergence de la notion de compétence : elle s'inscrit dans le contexte d'un mouvement de contestation de la logique antérieure des qualifications selon laquelle la formation est censée doter les apprenants de connaissances dont la nature et le niveau sont certifiés par l'Etat, cette certification qualifiant à son tour un individu pour l'obtention d'un ensemble prédéterminé de postes de travail. La logique substitutive nouvelle se fonde sur le fait que le caractère désormais très flexible des situations de travail requiert une constante adaptation à de nouveaux objectifs et à de nouveaux instruments ; elle considère que les connaissances certifiées ne suffisent plus à y préparer les futurs professionnels ; elle vis alors à doter ces derniers de capacités adaptatives plus générales et plus souples, à la fois transversales et métacognitives, c'est-à-dire de compétences leur permettant de faire face à la variété des tâches et de prendre, en temps réel, des décisions d'actions adaptées.

Recognition of prior learning (RPL) => a view from the South African Case :

The proposal for the establishment of an international task force with a mandate to foster the enhanced provision of global public goods, which are of critical important to achieving the Millennium Development Goals, must be challenged to reveal the agendas of the foundational pillars of knowledge and knowledge management, which are rooted directly in the education and training systems of the world. It is to the latter RPL poses a radical and fundamental challenge. Successful engagement at that level will ensure a significant contribution to the larger international development agenda.

A propos des start-up considérées comme des passerelles entre connaissance et développement, on constate que le concept de milieu innovateur a été développé dans les pays européens. Cependant, d'autres situations étudiées relèvent d'activités basées sur des connaissances et des savoir-faire plus traditionnels, actualisés, se développant conjointement à la constitution de milieux innovateurs, et contribuant au développement industriel de régions jusqu'alors peu favorisées ou en difficulté.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Apprentissage collectif et capital social : les nouveaux enjeux de la gouvernance.

Le recours à l'économie des conventions permet d'appréhender l'apprentissage institutionnel comme une condition d'émergence de compromis stabilisés ou d'un nouvel ordre axé sur la participation. L'enjeu pour le secteur informel, ancré dans une logique de familiarité et des réseaux d'attachement et de proximité relevant du monde domestique, est alors analysé comme le passage d'un régime proche à un régime public et, dès lors, fondé sur des compétences de partage de l'information et de combinaison des savoirs, qui supposent des politiques adaptées de renforcement du capital social et d'apprentissage collectif. De telles politiques d'accompagnement de la gouvernance supposent cependant un suivi permettant de rendre compte de l'impact des mesures et de favoriser des réorientations périodiques.

Knowledge for Development or Knowledge for Developers ?

It's possible to argue that both the necessary as well as the sufficient conditions for effective knowledge management / knowledge sharing in the South have to be addressed (which goes beyond new discourses from the North obscuring old practices). Putting resources and mechanisms in place to strengthen knowledge development and research policy capacity may provide the necessary conditions for development in the South but the sufficient conditions for knowledge-based (or any other kind of) development to succeed pertain to power relations within a global political economy.

Dans le domaine de la production des connaissances dans la science périphérique, les auteurs constatent notamment que dans les régimes transversaux mobilisés par une logique problem-solver et fortement orientés vers la génération de réponses technoproductives, la légitimation académique n'est plus un élément de mobilisation central.

Concernant l'éducation (systèmes d'enseignement public), on constate que dans les années 1960 c'était l'économie qui s'intéressait à l'éducation, durant les années 1980, c'est la gestion qui s'est emparée du domaine. Au discours de l'école en tant que moteur de la croissance économique s'est substitué le discours qui pense l'école en tant que fournisseur de services, les parents et les élèves en tant que clients. Dans cette version gestionnaire – économique de l'enseignement, chaque établissement éducatif doit s'organiser en fonction de l'efficacité, de la rentabilité, de la compétitivité &c&c

In fine, dans la « Critique de la notion de la société de la connaissance », on trouve la conclusion suivante.

Les composantes étroitement imbriquées de la société de la connaissance n'ont jamais transformé ou développé quoi que ce soit sinon elles-mêmes. Ce sont les circonstances historiques et la nervure des rapports sociaux qui définissent les places et les rôles économiques, sociaux et politiques de ces secteurs. La société de la connaissance n'est qu'un mot d'ordre pour les plus cyniques, ou une utopie pour les plus naïfs. N'en déplaise aux idéologues et aux rêveurs, elle n'est pas plus une réalité en marche dans les pays développés que dans les pays en développement.

Eh bien !

BIBLIOGRAPHIE

Alain PAVE	<i>La nécessité du hasard. Vers une théorie synthétique de la biodiversité</i>	EDP
Claude ALLEGRE	<i>Ma vérité sur la planète</i>	Plon
Vincent FLEURY	<i>De l'enfer à l'éternité, le sens de l'évolution</i>	Flammarion
Manlio GRAZIANO	<i>L'Italie, un État sans Nation ?</i>	Eres
Michel GODET	<i>Le courage du bon sens</i>	O.Jacob
Olivier POSTEL-VINAY	<i>La revanche du chromosome X</i>	Lattès
Remy LESTIENNE	<i>Les fils du temps : entropie et devenir</i>	CNRS
Mosès NAIM	<i>Le livre noir de l'économie mondiale</i>	Grasset
La RECHERCHE	<i>Quel temps fera-t-il demain ?</i>	Tallandier
Olivier CHARDON	<i>Les métiers en 2015</i>	La Doc Fse
Hervé LE BRAS	<i>Les 4 mystères de la population française</i>	O.Jacob
François HEISBOURG	<i>L'épaisseur du monde</i>	Stock
Marie-Hélène LABBE	<i>Le grand retour du nucléaire</i>	Frison-Roch
Joël de ROSNAY	<i>2020 Les scénarios du futur</i>	Idées&Hom
Isabelle ASTIER	<i>Les nouvelles règles du social</i>	PUF
Christian GRATALOUP	<i>Géohistoire de la Mondialisation</i>	A.Colin
Christian LAVAL	<i>L'homme économique</i>	Gallimard
Alan WEISMAN	<i>Homo disparitus</i>	Flammarion
Jacques ATTALI	<i>L'avenir du travail</i>	Fayard

BIBLIOGRAPHIE

<i>SMOLIN Lee</i>	<i>L'échec de la théorie des Cordes</i>	<i>Dunod</i>
<i>LUZEAUX Dominique</i>	<i>A la conquête du Nanomonde</i>	<i>Félin</i>
<i>COLLECTIF</i>	<i>Les modèles du futur</i>	<i>Découverte</i>
<i>POSEIDON</i>	<i>Une ambition maritime pour la France</i>	<i>La Doc Fse</i>
<i>HASSID Olivier</i>	<i>La société vulnérable (crimes, terrorismes E)</i>	<i>Félin</i>
<i>FAVENNEC Jean-Pierre</i>	<i>Géopolitique de l'énergie</i>	<i>Technip</i>
<i>LAYARD Richard</i>	<i>Le prix du bonheur</i>	<i>A.Colin</i>
<i>BOISARD Pierre</i>	<i>Sortir du chômage</i>	<i>Mango</i>
<i>ZUCCA Sylvie</i>	<i>Clinique de la désocialisation</i>	<i>Stock</i>
<i>PIERRU Frédéric</i>	<i>Hippocrate malade de ses réformes</i>	<i>Croquant</i>
<i>THELOT Claude</i>	<i>Que vaut l'enseignement en France ?</i>	<i>Stock</i>
<i>LUSSAULT Michel</i>	<i>L'homme spatial (espace humain)</i>	<i>Seuil</i>
<i>MERLE J.</i>	<i>Océan et climat</i>	<i>IRD</i>

www.visubeta.geoportail.fr
www.newropeans-magazine.org
www.rce-revue.com
www.prospective-foresight.com
www.carnegieendowment.org
www.chorum.fr
<http://neo.jpl.nasa.gov>

www.observateur-cetelem.com
www.thebulletin.org
www.meteoalarm.eu
www.cairn.info
www.ageing.ox.ac.uk

Institut Géographique National
Comme son nom ...
Regards croisés sur l'économie
Comme son nom ...
La Chine en 2020
CIDES (Économie sociale)
Liste des 139 géocroiseurs
(astéroïdes menaçants)
Observatoire de la consommation 2007
Bulletin of the Atomic Scientists
Météorologie européenne
Site de la revue "Mouvements"
Oxford Institute of Ageing

Travaux de Recherche

- Sur le thème « Prospective et Politique », un séminaire interne s'est tenu le Samedi 20 Janvier à Lorient.
Les actes de ce séminaire (25 pages) sont disponibles gracieusement via le site www.futuroouest.com, Rubrique « Travaux de Recherche », ou sur demande par Fax au 02 97 64 43 71
- Nouveau thème de recherche :
« Sécurités et Libertés »

Conférences

- « Vers la Société de l'Hydrogène »
Conférence de Stephen BOUCHER, le Vendredi 26 Octobre 2007
18h00 – 20h00, à Lorient.
- « L'économie quaternaire »
Conférence de Michèle DEBONNEUIL, Le Vendredi 14 Décembre 2007
18h00 – 20h00, à Nantes
- « Entrepreneur 2022 »
Conférence de Liam FAUCHARD & Hervé GOUIL, Jeudi 24 Janvier 2008
18h00 – 20h00, à Quimperlé

Colloque

- En attente / Printemps 2008.

Formations

- *Initiation à La Démarche Prospective*
28 Septembre 2007
23 Novembre 2007
- *Mutations, Monde actuel et Prospective*
11 & 12 Octobre 2007
- *Séminaire de Prospective Appliquée*
12 -13 - 14 Décembre 2007